

(Traduction)

**M. Bigg:** Monsieur le président, il me semble que nous avons accepté en principe de verser, du moins dans cinq ans d'ici, une pension de vieillesse à tout le monde à 65 ans sans évaluation des ressources et c'est un principe que j'appuie de tout cœur. Je ne comprends pas pourquoi il faut ajouter tout cet appareil compliqué. Je ne comprends pas pourquoi nous n'adoptons pas tout simplement un projet de loi prévoyant une pension de vieillesse pour tout le monde à 65 ans. Si c'est seulement une question d'argent—je reconnais évidemment que c'est une question très importante—je ne vois pas ce qui nous empêche de le faire. J'ignore quel principe nous permet de dire qu'en vertu des lois canadiennes, une personne doit pouvoir bénéficier de la législation sociale tandis qu'une autre ne le pourrait pas.

**Une voix:** Est-ce une question d'argent?

**M. Bigg:** J'étudierai tout à l'heure si c'est une question d'argent. Si nous avons accepté le principe selon lequel tout le monde, à 65 ans—et, je le répète, c'est un principe que j'appuie de tout cœur—devrait recevoir la pension de vieillesse ou de sécurité de vieillesse, l'une ou l'autre, et sans cette coûteuse enquête sur les ressources, adoptons la mesure en une seule fois. Je ne crois pas que ce soit seulement une question d'argent. Le Canada n'a jamais été plus prospère. Il suffit de lire les pages financières de n'importe quel journal pour voir que les bénéfices de toutes les compagnies ont augmenté de 35 p. 100, 18 p. 100, 27 p. 100... (*Applaudissements*) Oui, et cette propagande arrive juste à point, en une année d'élections. Nous nous demandons si l'équilibre du budget est la seule question importante en temps d'élections ou si nous devons payer à nos vieillards la dette que nous leur devons. Nous avons un merveilleux programme d'éducation. Je suis certain que le gouvernement ne s'arrogera pas tout le mérite de ce programme ou du programme de formation de notre jeunesse. Nous avons les yeux tournés vers l'avenir et nous sommes prêts à nous endetter provisoirement afin de payer la formation de nos jeunes. Pourquoi ne pas payer à nos vieillards qui ont déjà gagné leur vie, ce qui leur revient? Pourquoi n'auraient-ils pas leur part de ce bénéfice de 37, 18 et 54 p. 100? S'il s'agit tout simplement d'un bénéfice théorique, partageons-le avec eux dès maintenant. Pourquoi attendre cinq ans?

Bon nombre d'entre nous sommes avancés en âge. Mon père et ma mère ne vivront peut-être pas pendant cinq ans. Si l'on ne doit tirer parti de cette mesure législative d'ordre social que dans un avenir assez éloigné, mes propres parents et bien d'autres, ne sauront en bénéficier. S'il ne s'agit que d'une question

d'argent, disons-le franchement et adoptons la mesure, même s'il faut prévoir un budget déficitaire. Lorsque notre parti dirigeait les affaires de la nation, nous avons établi des budgets déficitaires afin de répondre aux besoins de la population, ce qui s'est soldé par d'épatants résultats. Nous avons misé sur l'avenir et vous, de l'autre côté, en tirez parti. Nous avons fait preuve d'imagination et notre perspicacité, que vous ridiculisiez tant, a porté fruit. Nous avons aménagé les chemins de fer dans la région septentrionale et on s'en sert déjà pour l'acheminement du minerai.

Les pionniers qui se sont rendus dans cette région alors qu'il n'y avait aucun chemin de fer ni aucune sécurité sont maintenant rendus à un âge avancé et devraient pouvoir tirer parti de cette mesure dès maintenant. Si notre pays est si prospère, pourquoi remettre cela à demain? Pourquoi attendre le printemps faisons-le dès maintenant. Pourquoi attendre le printemps de 1970, faisons-le maintenant. Croyez-moi, si vous présentez vous-même un amendement ou si vous étudiez puis adoptez un amendement provenant de notre parti, vous réaliserez à la Chambre une unanimité qui ne s'est pas vue depuis des années.

**Une voix:** Nous glissons vers le socialisme.

**M. Bigg:** Non, ce n'est pas du socialisme. Je tiens à partager avec les personnes âgées ce qu'ils ont fait pour moi. Mon père et ma mère ont payé mes études et je suis maintenant en mesure de mener une vie convenable que je voudrais partager avec eux. S'il faut hausser les impôts, soyons honnêtes et payons-les maintenant. Qu'on puise les sommes nécessaires sur les recettes de cette année ou de l'année prochaine. Si le pays n'est pas prospère, qu'on nous dise la vérité. Si le Canada ne peut se le permettre en une année d'élections, qu'on nous dise la vérité, qu'on nous dise que nous n'en avons pas les moyens. Mais vous savez qu'il n'en n'est rien. Le pays n'a jamais été aussi prospère.

Nous y sommes tous pour quelque chose. Je ne prétends pas que le mérite revient uniquement à notre parti. Il se peut que des vis-à-vis y aient contribué. Les vieillards ont fourni leur part et il est temps qu'on les récompense. Et qu'on ne vienne pas m'accuser de socialisme. Il y a une grande différence entre la sécurité sociale et le socialisme, comme tout le monde le sait.

Cet argent, en réalité, nous le devons. Il s'agit simplement d'acquitter notre dette. Nous ne craignons pas d'accumuler des dettes en temps de guerre, pour la sécurité nationale. Alors, pourquoi avoir peur d'en contracter en temps de paix, pour rembourser nos vieillards? Je suis conséquent là-dessus. Ici même, il y a deux semaines, j'ai proposé qu'on leur verse \$100 par mois au lieu de \$75. Nous